

APRÈS LES INONDATIONS

Le Pakistan



Le Pakistan inondé ne mérite-t-il pas le soutien international ? La multiplication des catastrophes naturelles dans le monde et le contexte politique violent ont en tout cas limité l'aide à ce pays en crise.

PAKISTANAIS.
Jugés trop islamiques pour recevoir l'aide internationale ?

DEUX MILLE MORTS, vingt et un millions de sinistrés dont huit millions d'enfants et cinq millions de sans-abri. Terrible bilan que celui des inondations d'août au Pakistan, les plus graves depuis l'accession à l'indépendance (1947) de ce pays grand comme vingt-cinq fois la Belgique.

Et ce n'est pas fini, car la perte des récoltes est un véritable désastre pour l'économie : l'agriculture occupe 40 % de la main d'œuvre et l'industrie du textile, grosse exportatrice de vêtements, emploie 6,5 millions de personnes.

OÙ EST LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ?

Pourtant, malgré l'ampleur du drame, les Pakistanais ont suscité beaucoup moins de sympathie que les victimes du tsunami thaïlandais (décembre 2004) ou du tremblement de terre d'Haïti (janvier 2010). Manifestement, le sort de cette république islamique n'a pas suscité la solidarité internationale, à l'heure où l'islamophobie se développe partout dans le monde.

La présence importante des militaires pakistanais sur les lieux du drame et le creux médiatique de

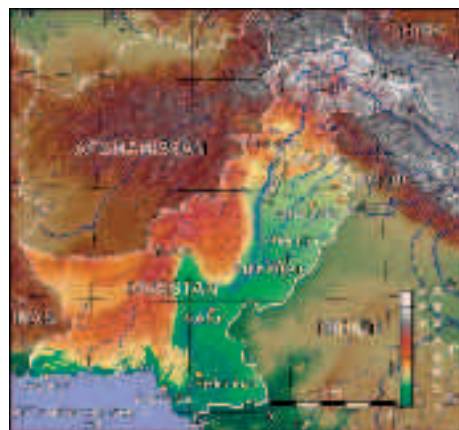
l'été n'ont pas arrangé les choses. Certes, le tsunami thaïlandais avait également eu lieu durant les vacances, mais il avait touché de nombreux touristes occidentaux. Cela avait indéniablement joué sur sa médiatisation, et donc sur les réflexes, les élans et les initiatives de générosité.

Et à cela s'ajoute le fait que, changements climatiques aidant, la succession des catastrophes naturelles ne facilite pas le développement d'une vraie solidarité entre le Nord et le Sud de la planète.

ÉTAT CHANCELANT

Pourtant, le Pakistan en crise a besoin de cette aide. Selon la presse pakistanaise, ces inondations devraient entraîner la chute du régime actuel. Même la nièce de feu l'ex-candidate présidente Benazir Bhutto et de l'actuel président Zardari a parlé d'un « État chancelant ». La classe dirigeante, président et Premier ministre inclus, a été accusée de lenteur et d'incompétence face au drame, mais aussi d'égoïsme et de corruption. Des propriétaires très influents politiquement ont été accusés d'avoir détruit des digues et détourné des cours d'eau pour sauver leurs propres exploitations.

attend



Par contre, les sinistrés ont souvent témoigné de ce que l'armée leur avait rapidement porté secours, tout en continuant à lutter contre le terrorisme. Aussi, des Pakistanais ont prôné la participation des militaires à la reconstruction du pays. Mais, comme lors du tremblement de terre de 2005, des organisations caritatives islamistes souvent liées à des mouvements extrémistes ont très rapidement distribué de l'aide aux sinistrés. Ces islamistes pourraient en tirer profit, sur fond de tensions politiques, ethniques et religieuses. La présence des talibans n'y est pas étrangère, de même que les attentats, suicides pour la plupart, qui ont fait près de quatre mille morts en un peu plus de trois ans, y compris après les inondations.

AUX CÔTÉS DES VICTIMES

En Belgique, malgré des aides publiques et les soutiens privés, le consortium Pakistan 12-12 signalait le mois passé « un décalage considérable entre les dons et les besoins pour répondre aux besoins des victimes des inondations » (1). À Bruxelles, des Pakistanais en exil ont souhaité des soutiens plus importants pour leurs compatriotes.

D'autre part, selon Europe Solidaire Sans Frontières (ESSF), la *Labour Relief Campaign* a fourni des fonds et de l'aide en nature dans des régions délaissées par le gouvernement. Composée d'organisations populaires pakistanaises et soutenue par des militants d'autres pays asiatiques, cette association a réclamé que les fonds promis par les institutions financières internationales soient considérés comme des dons, que le pays arrête les remboursements de sa dette extérieure pour les employer à l'aide aux sinistrés, mais aussi qu'il réduise ses dépenses militaires. De son côté, ESSF a critiqué le débarquement de l'aide par l'OTAN, elle-même engagée dans la guerre en Afghanistan qui déchire aussi le Pakistan. Cela peut « mettre en danger les organisations occidentales indépendantes engagées sur le terrain auprès des populations », a martelé ESSF, qui regrette ce « pain béni offert aux courants politico-religieux fondamentalistes ». La reconstruction, on le voit, ne sera pas simple. ■

Jacques BRIARD

(1) www.1212.be, consortium comprenant Caritas International, Médecins du Monde, Handicap International, Oxfam Solidarité et UNICEF.

UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE

Stratégiquement situé entre l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan, le Pakistan est une puissance nucléaire de 132 millions d'habitants, grand comme vingt-cinq fois la Belgique.

En 1947, l'éclatement de l'Empire britannique des Indes amène à la création du Pakistan occidental et du Pakistan oriental, ce dernier devenant le Bangladesh en 1971.

Dès 1947, le Pakistan doit accueillir plus de six millions de réfugiés musulmans provenant de l'Inde voisine. Il connaît par la suite plusieurs conflits avec l'Inde à propos du Cachemire aujourd'hui divisé entre les deux pays et la Chine.

En 1970, le cyclone Bhola fait au Pakistan oriental plus de trois millions de sinistrés. Après élections et guerre civile, le

Bangladesh accède à l'indépendance en 1971. Ali Bhutto devient président du Pakistan et met en œuvre le « socialisme islamique » avant d'être renversé par un coup d'État, puis exécuté. Sa fille, Benazir Bhutto connaît aussi la destitution comme Première ministre.

En 1999, le général Pervez Musharraf prend la tête du pays. Il la quittera en août 2008 après avoir été considéré comme un allié des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme et après avoir perdu les élections tenues après l'assassinat de Benazir Bhutto.

Depuis août 2008, l'actuel et fort contesté président Zardari était le mari de Benazir Bhutto.